

ENFiP

ST QUENTAN

50 ANS DE L'ENFiP À CLERMONT

ANNIVERSAIRE OU COMMÉMORATION ?



Le Ministre et le Directeur Général se rendent ce jour à l'ENFiP Clermont Ferrand à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'implantation de l'établissement en 1966.

Cette mesure de déconcentration participait d'une logique d'aménagement du territoire aujourd'hui perdue de vue, posait les bases de l'actuel réseau de l'ENFiP périodiquement menacé et consacrait une conception exigeante de la formation associée à une politique d'accompagnement social des stagiaires depuis lentement remise en cause.

Alors que les chantiers de formation s'ouvrent au niveau de la fonction publique avec l'interminabilité et les économies budgétaires pour lignes directrices.

Alors que le bilan de la formation à la DGFIP est depuis plusieurs années préoccupant malgré les efforts quotidiens de l'ensemble des acteurs et que des remises en cause profondes s'annoncent.

Alors que la DGFIP ne compte toujours pas au nombre des administrations exerçant des missions

prioritaires et doit supporter 54% des suppressions d'emplois de la fonction publique d'État pour 6% de l'effectif.

Alors que l'application stricte des lettres de cadrages ministérielles se traduirait par plus de 2 800 nouvelles suppressions d'emplois et une énième restriction des crédits de fonctionnement de 5%.

Alors qu'aucune mission n'est épargnée, que le maillage territorial est concentré aux mépris des besoins des personnels, des usagers et du service public et que les restructurations se succèdent à un rythme insupportable.

Alors que les personnels s'essouffent dans une course absurde et démotivante au « toujours plus avec toujours moins » au risque de leur désengagement.

Alors que les manifestations de colère des agents des finances publiques se multiplient sur l'ensemble du territoire sans réponses satisfaisantes à leurs revendications : Pyrénées Orientales, Aude, Gard, Paris, Lozère, Guadeloupe, Haute Corse, Var...

Qu'est donc venu célébrer le ministre à Clermont-Ferrand ?

Quelles annonces accompagneront son déplacement ?

POUR QUE CE CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE NE TOURNE PAS À LA COMMÉMORATION, LE SYNDICAT F.O.-DGFIP EXIGE :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et une revalorisation des moyens budgétaires à la DGFIP,
- l'arrêt des restructurations incessantes,
- le comblement des postes vacants,
- un véritable plan de reconnaissance des qualifications,
- le respect des statuts particuliers
- le retrait des mesures régressives en matière d'affectation et de mutations.
- une revalorisation du régime indemnitaire et l'abandon du RIFSEEP
- la réaffirmation d'une ambition forte en matière de formation professionnelle et la garantie de la pérennité du réseau de l'ENFiP et des structures de formation professionnelle

AUDIENCE ECK(L)ERT !

Le Ministre ayant choisi, pour des raisons quelques peu obscures, d'accorder un semblant d'audience aux Organisations Syndicales extérieures au département du Puy-de-Dôme, le représentant **F.O.-DGFIP** présent à Clermont-Ferrand a tenu au Ministre les propos ci-après :

Monsieur le Ministre,

Le Directeur Général des Finances Publiques à travers la publication sur l'intranet du document « lignes directrices de la DGFIP » vient de franchir une nouvelle étape tant en matière de dialogue social que de mise en œuvre des réformes.

En effet, contrairement aux assertions selon lesquelles il n'y aurait pas de « scoop » dans cet écrit, le simple fait d'ériger en « lignes directrices » ce qui était jusqu'alors présenté comme des pistes de réflexion modifie profondément la nature du dialogue et constitue un signal d'accélération des réformes.

Ainsi, il conviendrait de cesser de regretter un passé révolu et donc magnifié et d'en finir avec cette nostalgie contre productive.

Comment donc dès lors, interpréter la célébration d'aujourd'hui sinon comme un signal selon lequel la nostalgie des uns serait plus acceptable que celle des autres.

*Il est de votre responsabilité, Monsieur le Ministre comme de celle du Directeur Général de rassembler. Or, il apparaît, qu'au-delà des symboles, certaines missions seraient plus importantes que d'autres. Pour **F.O.-DGFIP**, la Direction marche sur ses deux jambes et nous n'accepterons pas qu'il en soit autrement.*

Toutes ses missions méritent d'être défendues et valorisées à l'intérieur comme à l'extérieur en tant qu'elles participent toute à la préservation de la cohésion sociale et du pacte républicain.

Il apparaît pourtant que le secteur public local devrait se réformer en profondeur par le biais de « back office » transformant de fait les postes de proximité en coquilles vides et vidant de son contenu l'exercice même de la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable public.

Les restructurations à la DGFIP dépassent très largement la fermeture des « petites trésoreries à 2 agents » et, au contraire impactent toutes les missions y compris la sphère du contrôle fiscal. Sans moyens, la volonté affichée de lutter contre la fraude en restera à la déclaration d'intention et vous le savez.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAS (Prélèvement à la Source), nous vous avons demandé une pause dans les restructurations et l'arrêt des suppressions d'emploi.

Or, la parution récente des lettres de cadrages budgétaires (-2% dans les effectifs, -5% sur les budgets) ne peut qu'inquiéter les personnels.

De nombreux conflits locaux ont éclaté dans les départements : ils sont les symptômes de l'exaspération des agents.

Monsieur le Ministre, l'heure n'est pas aux célébrations. Il est d'ailleurs permis de s'interroger sur la débauche de moyens consacrés à l'événement. Les personnels attendent d'autres gestes et notamment l'obtention de garanties sur les moyens humains et budgétaires afin d'assurer l'exercice normal des missions, le maintien d'une formation de haut niveau et donc de tous les sites de l'ENFiP.

Enfin, ils attendent aussi une légitime reconnaissance des efforts accomplis à travers une revalorisation des régimes indemnitaires.

Le Ministre a occupé à lui seul la quasi totalité du temps de l'audience. Les représentants des Organisations Syndicales nationales n'ont finalement disposé que de quelques minutes pour intervenir après avoir entendu les propos du Ministre qui leur a déclaré, sans état d'âme apparent, assumer aussi bien les suppressions d'emplois que les restructurations du réseau.

Compte tenu de sa réaction aux propos du représentant **F.O.-DGFIP, il est certain qu'il assume vraisemblablement beaucoup moins bien la contradiction.**

IL VA DONC FALLOIR ÊTRE PLUS NOMBREUX À LUI EXPLIQUER LES CHOSES AUTREMENT.

TOUS EN GRÈVE LE 14 JUIN !